

Informations de base pour les enseignants - Annexe I

**Concepteurs : Yvan Brochu, D.Éd. et Craig Marlatt,
M.Éd.**

**Titre : Diefenbaker et la nouvelle demande
d'adhésion de l'Afrique du Sud au
Commonwealth.**

Remarque : Les étudiants passeront en revue des vidéos, des photographies, des articles, etc. afin de se familiariser avec l'apartheid, la Déclaration canadienne des droits, le Commonwealth et John Diefenbaker (plus particulièrement sa prise de position contre l'apartheid). Ce document contient des extraits de certaines des ressources fournies afin que vous, l'enseignant, en connaissiez les grandes lignes avant que les étudiants ne commencent leur exercice.

Apartheid

La politique sud-africaine de séparation des races a suscité la controverse dès le début, mais a retenu l'attention nationale et internationale après qu'un groupe de manifestants brûlant leur laissez-passer devant un poste de police a été la cible de tirs de la police. Le bilan de l'incident s'est élevé à au moins 69 morts, dont beaucoup ont été tués d'une balle dans le dos, et à plus de 200 blessés.

« Massacre de Sharpeville » en Afrique du Sud : Overcoming Apartheid, Building Democracy, 15 avril 2008.

<http://overcomingapartheid.msu.edu/multimedia.php?id=65-259-E> (en anglais)

Pour s'opposer à l'apartheid, le Front uni de l'Afrique du Sud a été créé par l'alliance de cinq grandes organisations. Ils ont organisé des manifestations en Afrique du Sud et des campagnes dans des endroits clés du monde entier pour convaincre les dirigeants mondiaux de faire pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle renonce à cette politique.

« Preview of 1961 Commonwealth Prime Ministers Conference » sur CBC Newsmagazine, 22 janvier 1961.

<https://www.cbc.ca/player/play/1720717794>

En tête des manifestants anti-apartheid figurait Nelson Mandela, qui préconisait initialement la non-violence, mais a ensuite mené des missions de sabotage contre le gouvernement et a été condamné à la prison à vie pour sa trahison.

Fondation Nelson-Mandela, 28 février 2018. <https://www.nelsonmandela.org>

Déclaration canadienne des droits

Le Parlement du Canada a adopté la Déclaration canadienne des droits en 1960, qui définit les droits de la personne en vigueur au Canada :

- le droit de l'individu à la vie, à la liberté, à la sécurité de sa personne et à la jouissance de ses biens et le droit de ne s'en voir privé que par l'application régulière de la loi;
- le droit de l'individu à l'égalité devant la loi et à la protection de la loi;
- la liberté de religion;
- la liberté d'expression;

- la liberté de réunion et d'association; et
- la liberté de presse.

Il a également identifié les droits et libertés des individus concernant la détention, l'arrestation, les procédures de procès et le traitement.

Déclaration canadienne des droits, gouvernement du Canada, 5 février 2019.

<https://www.canada.ca/content/dam/pch/documents/services/download-order-charter-bill/declaration-canadienne-droits-fra.pdf>

La Charte canadienne des droits et libertés de 1982 a intégré les droits et libertés dans la Constitution canadienne, exigeant ainsi de toutes les lois du Canada une conformité à ces droits et libertés. La Charte a également approfondi les droits identifiés dans la Déclaration des droits et les a classés en libertés fondamentales, droits démocratiques, droits à la mobilité, droits juridiques, droits à l'égalité, langues officielles du Canada et droits à l'éducation dans une langue minoritaire.

Charte canadienne des droits et libertés, gouvernement du Canada, 5 février 2019.

<https://www.canada.ca/content/dam/pch/documents/services/download-order-charter-bill/canadian-charter-rights-freedoms-eng.pdf>

En 1960 également, le Parlement a modifié la *Loi sur les Indiens*, donnant aux peuples autochtones du Canada le droit de voter sans renoncer à leur statut.

« The Enfranchisement of the Aboriginal Peoples of Canada » au Diefenbaker Canada Centre, 4 mars 2017.

<https://diefenbaker.usask.ca/exhibits/online-exhibits-content/the-enfranchisement-of-aboriginal-peoples-in-canada-en.php> (en anglais)

Le Commonwealth

Le Commonwealth est initialement né d'anciennes colonies britanniques, mais s'est transformé en une association volontaire de pays qui souscrivent aux valeurs et principes fondamentaux de l'organisation :

1. Démocratie
2. Droits de la personne
3. Paix et sécurité internationales
4. Tolérance, respect et compréhension
5. Liberté d'expression
6. Séparation des pouvoirs
7. État de droit
8. Bonne gouvernance
9. Développement durable
10. Protection de l'environnement
11. Accès à la santé, à l'éducation, à la nourriture et au logement
12. Égalité des genres
13. Importance des jeunes dans le Commonwealth
14. Reconnaissance des besoins des petits États
15. Reconnaissance des besoins des États vulnérables
16. Le rôle de la société civile

Aujourd'hui, 53 pays des 6 continents habités sont membres du Commonwealth, unis sous le chef du Commonwealth, Sa Majesté la Reine Elizabeth II.

Le Commonwealth, 2 septembre 2013.

<http://thecommonwealth.org>

John Diefenbaker (et notamment sa position contre l'apartheid)

Le très honorable John Diefenbaker a été député canadien de 1940 à 1979, dont six ans comme premier ministre du Canada (1957-1963). Il est réputé pour sa contribution en faveur des droits de la personne dans un certain nombre de domaines, notamment les nominations politiques de personnes qui n'étaient pas des hommes blancs, la création de la Déclaration canadienne des droits (1960) et son opposition à la nouvelle demande d'adhésion de l'Afrique du Sud au Commonwealth (1961).

Profile : Diefenbaker, John George sur la Bibliothèque du Parlement, consulté le 17 mars 2019.
https://lop.parl.ca/sites/ParlInfo/default/en_CA/People/Profile?personId=2369

Le premier ministre Diefenbaker a prédit que la conférence du Commonwealth de 1961 « déterminerait l'avenir du Commonwealth pour de nombreuses années à venir », ce qui inclut l'admission de nouveaux membres et les problèmes mondiaux actuels, mais surtout la demande de l'Afrique du Sud de redevenir membre. L'importance du Commonwealth selon le Premier ministre Diefenbaker? « [Elle] est actuellement la plus grande agence pour la paix dans le monde. »

« Diefenbaker interviewed before 1961 conference » sur CBC Television News, 8 mars 1961.
<https://www.cbc.ca/player/play/1720717519>

Lorsqu'une nation du Commonwealth devient une république, elle doit se retirer et demander à nouveau à être membre. La représentation au Parlement sud-africain est limitée presque exclusivement aux Blancs, ce qui était jugé inacceptable par les autres premiers ministres du Commonwealth, notamment le premier ministre canadien John Diefenbaker. Après clarification de la prise de position des premiers ministres des autres pays du Commonwealth lors de la conférence du Commonwealth de 1961, le premier ministre sud-africain Hendrik Verwoerd a retiré la demande de son pays de réintégrer le Commonwealth.

« John Diefenbaker reflects on South Africa leaving Commonwealth » dans Cross Country Checkup de CBC, 10 janvier 1971.
<https://www.cbc.ca/player/play/1720885817>

Diefenbaker est retourné au Canada pour présenter les résultats des activités de la conférence, expliquer pourquoi le Canada a adopté sa position et comment la situation pourrait se résoudre à l'avenir.

« Nous appliquons au niveau international, au sein du Commonwealth, les politiques que nous avons adoptées au Canada ... dans la Déclaration des droits. »

« En bout de ligne, la justice et le droit perdureront. »

« Mon fervent espoir est le suivant : [L'Afrique du Sud] réintégrera le Commonwealth au moment opportun. À l'occasion anticipée de ce retour, une lumière brillera toujours dans la fenêtre du Commonwealth. »

Comme l'espérait le premier ministre Diefenbaker, l'Afrique du Sud a fini par rejoindre le Commonwealth, le 1er juin 1994.

« John Diefenbaker stares down South Africa » dans The National de CBC, 17 mars 1961.

<https://www.cbc.ca/player/play/1771019570>